

SOSLM437/11

9263

(1939-40)

X

Octroi de bons de transport pour les fonctionnaires
ou personnes requises des divers Ministères.

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	16.11.39	
Instruction Générale voyageurs n°16	25.11.39	(au million)
Instruction Générale Com. V. n° 16	30. I.40	devenue I.G. Ex 104/ N°1

Octroi de bons de transport pour les fonctionnaires ou personnes requises des divers Ministères.

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

C

INSTRUCTION GÉNÉRALE

9263
EX 104

Paris, le 30 janvier 1940.

N° 1

Le présent tirage annule et remplace le tirage du 25 novembre 1939.

**TRANSPORT DES VOYAGEURS (FONCTIONNAIRES OU PERSONNES REQUISES)
POUR LE COMPTE DES DIVERS MINISTÈRES**

Article 1^{er}. — Nature des transports.

En vertu du décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, les Autorités habilitées des Ministères peuvent demander le transport, sans paiement immédiat, de certaines personnes (par exemple : des fonctionnaires repliés sur des localités de l'intérieur, des personnes requises pour aller travailler hors de leur résidence, etc...).

Le transport sans paiement immédiat peut s'appliquer également aux familles des intéressés (femme, enfants mineurs, ascendants à charge et vivant sous le toit du titulaire du bon de transport) ainsi qu'à leurs bagages personnels sans limitation de poids.

Le montant des transports est ultérieurement facturé par la S.N.C.F. aux Ministères intéressés.

Article 2.^{er} — Désignation des Administrations pouvant remettre des transports.

Les demandes de transport valables pour des parcours à effectuer sur les lignes de la S.N.C.F. ne peuvent être remises que par les Administrations dépendant des Ministères ayant conclu à cet effet un accord spécial avec la S.N.C.F.

Ces Ministères sont désignés à l'**Annexe I** à la présente Instruction.

Les demandes de transport établies, sur des bons des modèles prévus à la présente Instruction Générale, par des Services ou Administrations non désignés à l'**Annexe I**, ne doivent pas recevoir satisfaction et les voyageurs doivent se munir de billets ordinaires.

Article 3. — Bons de transport.

La demande de transport doit être établie sur un bon de transport de l'un des modèles reproduits aux Annexes II à V à la présente Instruction.

Le bon de transport doit s'appliquer à une seule personne ou à une seule famille. Toutefois, pour certains transports du Ministère de l'Agriculture, il peut s'appliquer à un groupe composé de personnes n'ayant entre elles aucun lien de parenté.

Le bon doit indiquer :

- les nom et prénoms des titulaires,
- le parcours à effectuer,
- la classe de voiture à utiliser.

Si le nombre des voyageurs est important, les indications relatives à la désignation des titulaires peuvent être inscrites sur une liste annexée au bon.

Sauf indication contraire sur le bon présenté, le voyage est effectué en **3^e classe**,

Article 4. — Dispositions comptables.

En échange du bon de transport reconnu valable, la gare de départ délivre sans paiement immédiat au titulaire du bon de transport un billet de transport à régler **CC. 139 R**, sur lequel sont indiqués notamment le nombre de voyageurs (adultes et enfants), la date, le numéro et la nature du titre présenté, en précisant le Ministère intéressé ainsi que, le cas échéant, le poids et le N° d'enregistrement des bagages.

Les bons de transport épinglés aux décalques des billets CC. 139 R, sont adressés tous les mois à la **Subdivision du Contrôle des Recettes Voyageurs** dans les conditions habituelles.

Lorsque le transport comporte des bagages, la date, le numéro et la nature du titre présenté, ainsi que le numéro du billet CC. 139 R doivent être reproduits sur les pièces d'enregistrement ; en outre, le numéro d'enregistrement et le poids réel des colis doivent être mentionnés sur le bon de transport et sur le billet CC 139 R. Le bulletin de bagages est remis au titulaire du bon de transport.

Le Directeur Général,

P. O. : Le Directeur du Service Commercial,

BOYAUX.

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES

dont les bons de transport doivent être acceptés

- Ministère de l'Agriculture,
- — des Finances,
- — de l'Education Nationale,
- — de la Marine Marchande,
- — du Travail,
- — de l'Armement,
- — des Travaux Publics,
- — du Blocus.

BON POUVANT ÊTRE UTILISÉ PAR TOUS LES MINISTÈRES DÉSIGNÉS A L'ANNEXE I
A LA PRÉSENTE INSTRUCTION

Indication
du
Service émetteur

BON DE TRANSPORT

Valable uniquement dans le cas de mobilisation ou d'application des mesures prévues par l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

M
demeurant à
soumis à réquisition,
se rend de à
avec sa famille composée de (1)
et leurs bagages personnels.

Le présent bon de transport donne droit à l'intéressé et à sa famille
à la gratuité du transport par (2)
pour le trajet de à
....., le

L'autorité requérante ou son délégué (3)

-
- (1) Indication nominative des personnes, degré de parenté, ainsi que l'âge des enfants.
(2) Moyen de transport public utilisé.
(3) Qualité, nom et signature.

BON DE TRANSPORT COLLECTIF
UTILISÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

DIRECTION

de la

PRODUCTION AGRICOLE

SERVICE

de la Main-d'Œuvre Agricole

BON DE TRANSPORT

Valable pour _____ personnes

M. (1) _____

demeurant à _____

engagé civil pour les travaux agricoles se rend dans la commune
de _____

accompagné des personnes suivantes : (2)

1 (1) _____

6 _____

2 _____

7 _____

3 _____

8 _____

4 _____

9 _____

5 _____

10 _____

Le présent bon donne droit à la gratuité du transport par voie ferrée
en 3^e classe pour le trajet de _____ à _____

Il n'est valable que pour un seul voyage à effectuer avant le _____

A _____, le _____

Pour le Conseiller d'État,
Directeur de la Production agricole (3),

Le présent bon est délivré en application des dispositions prévues par l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre.

(1) Noms et prénoms.

(2) Biffer cette mention si le bon ne s'adresse qu'à une seule personne.

(3) Signataire : le Chef du Service de la Main-d'œuvre agricole ou le Préfet ou le Directeur des Services agricoles.

BON DE TRANSPORT UTILISÉ PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL POUR LE TRANSPORT
DES TRAVAILLEURS MIS A LA DISPOSITION DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE BRITANNIQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Travail

Direction Générale du Travail et de la Main d'Œuvre — 2^e Bureau

BON DE TRANSPORT

M. _____
demeurant à _____
se rend de _____ à _____
avec sa famille composée de ⁽¹⁾ _____
_____ et leurs bagages personnels
afin de travailler pour **LE CORPS EXPÉDITIONNAIRE BRITANNIQUE.**

Le présent bon de transport donne droit à l'intéressé et à sa famille
à la gratuité du transport par chemin de fer pour le trajet de
_____ à _____

_____, le _____

Le Directeur de l'Office départemental
de placement,

(1) Indication nominative des personnes, degré de parenté, ainsi que l'âge des enfants.

BONS DE TRANSPORT UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL
DANS LE CAS D'ÉVACUATION DE CERTAINES USINES

A. — Modèle utilisé pour le requis

BON DE TRANSPORT

délivré à l'occasion

de l'évacuation des populations civiles

M

soumis à réquisition se rend

de départ^t

à départ^t

avec ses bagages personnels.

Le présent bon de transport donne droit à l'intéressé à la gratuité du transport pour le trajet indiqué ci-dessus.

Pour le Ministre du Travail,

Par ordre :

L'Inspecteur du Travail,

Cette feuille ne sera détachée qu'à la gare de départ.

B. — Modèle utilisé pour la famille du requis

BON DE TRANSPORT

délivré à l'occasion

de l'évacuation des populations civiles

La famille de M

composée de : personnes adultes,

enfants de moins de 10 ans,

se rend de départ^t

à départ^t

avec ses bagages personnels.

Le présent bon de transport donne droit à ces personnes à la gratuité du transport pour le trajet indiqué ci-dessus.

Pour le Ministre du Travail,

Par ordre :

L'Inspecteur du Travail,

Dès réception du fascicule, cette feuille sera détachée et conservée au domicile.

5836.—Paris, Imprimerie administrative Centrale, 8, rue de Furstenberg (90)

401

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

9263

**INSTRUCTION GÉNÉRALE
SÉRIE COMMERCIALE**

Sous-Série Voyageurs N° 16

Paris, le 25 novembre 1939.

Col.

Nm.
52

Cv

**TRANSPORT DES VOYAGEURS (FONCTIONNAIRES OU PERSONNES REQUISES)
POUR LE COMPTE DES DIVERS MINISTÈRES**

annulé

La présente Instruction annule et remplace les dispositions faisant l'objet des **Avis
Généraux Trafic - Sous-série Voyageurs** :

- N° 97 du 27 septembre 1939 ;
- N° 108 du 13 octobre 1939 (§ 2) ;
- N° 116 du 31 octobre 1939 (§ 2).

Article 1. — Nature des transports.

En vertu du décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, les Autorités habilitées des Ministères peuvent demander le transport, sans paiement immédiat, de certaines personnes (par exemple : des fonctionnaires repliés sur des localités de l'intérieur, des personnes requises pour aller travailler hors de leur résidence, etc...).

Le transport sans paiement immédiat peut s'appliquer également aux familles des intéressés (femme, enfants mineurs, ascendants à charge et vivant sous le toit du titulaire du bon de transport) ainsi qu'à leurs bagages personnels sans limitation de poids.

Le montant des transports est ultérieurement facturé par la S.N.C.F. aux Ministères intéressés.

Article 2. — Bons de transport.

La demande de transport doit indiquer de façon précise :

- les nom et prénoms du titulaire et, le cas échéant, ceux des membres de la famille ainsi que le degré de parenté ;

- le parcours à effectuer ;
- la classe de voiture à utiliser.

En principe, elle doit être établie sur un bon de transport du modèle reproduit à l'**Annexe I** et s'appliquer à un seul titulaire ou à une seule famille. Mais cette règle n'est pas absolue et, dans certains cas, un même bon peut s'appliquer à plusieurs titulaires avec ou sans famille.

Des variantes peuvent alors être apportées au texte du bon, mais les nom, prénoms et, le cas échéant, le degré de parenté, doivent toujours y être indiqués. Si le nombre de voyageurs est important, les indications relatives à la désignation des titulaires peuvent même être inscrites sur une liste annexée au bon.

Sauf indication contraire sur le bon présenté, le voyage est effectué en **3^e classe**.

Article 3. — Désignation des Administrations pouvant émettre ces bons de transport.

Les bons de transport valables pour des parcours à effectuer sur les lignes de la S.N.C.F. ne peuvent être émis que par les Administrations dépendant des Ministères ayant conclu à cet effet un accord spécial avec la S.N.C.F.

Ces Ministères sont désignés à l'**Annexe II** à la présente Instruction.

Les demandes de transport établies sur des bons du modèle prévu à la présente Instruction Générale, par des Services ou Administrations non désignés à l'**Annexe II**, ne doivent pas recevoir satisfaction et les voyageurs doivent se munir de billets ordinaires.

Article 4. — Dispositions comptables.

En échange du bon de transport reconnu valable, la gare de départ délivre sans paiement immédiat au titulaire du bon de transport un billet de transport à régler **CC. 139 R**, sur lequel sont indiqués notamment le nombre de voyageurs (adultes et enfants), la date, le numéro et la nature du titre présenté, en précisant le Ministère intéressé ainsi que, le cas échéant, le poids et le N^o d'enregistrement des bagages.

Les bons de transport épinglés aux décalques des billets C.C. 139 R, sont adressés tous les mois à la **Subdivision du Contrôle des Recettes Voyageurs** dans les conditions habituelles.

Lorsque le transport comporte des bagages, la date, le numéro et la nature du titre présenté, ainsi que le numéro du billet C.C. 139 R doivent être reproduits sur les pièces d'enregistrement ; en outre, le numéro d'enregistrement et le poids réel des colis doivent être mentionnés sur le bon de transport et sur le billet C.C. 139 R. Le bulletin de bagages est remis au titulaire du bon de transport.

Le Directeur Général,

P. O. : LE DIRECTEUR DU SERVICE COMMERCIAL

BOYAUX.

Indication du Service émetteur

ANNEXE I

BON DE TRANSPORT

Valable uniquement dans le cas de mobilisation ou d'application des mesures prévues par l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

M.....

demeurant à.....

soumis à réquisition,

se rend de..... à.....

avec sa famille composée de ⁽¹⁾.....

et leurs bagages personnels.

Le présent bon de transport donne droit à l'intéressé et à sa famille à la gratuité du transport par ⁽²⁾..... pour le trajet de..... à.....

....., le.....

L'autorité requérante ou son délégué (3).

(1) Indication nominative des personnes, degré de parenté, ainsi que l'âge des enfants.

(2) Moyen de transport public utilisé.

(3) Qualité, nom et signature.

ANNEXE II

DÉSIGNATION DES MINISTÈRES

dont les bons de transport du modèle reproduit à l'Annexe I, doivent être acceptés :

- Ministère de l'Agriculture,
 - — des Finances,
 - — de l'Education Nationale,
 - — de la Marine Marchande,
 - — du Travail,
 - — de l'Armement,
 - — des Travaux Publics.
-

P I E

D 560/4

Paris, le 16 novembre 1939

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vue de l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, nous avons signalé à la plupart des Ministères que nous n'aurions pas d'objection, s'ils en formulaient la demande, à l'acceptation des transports de voyageurs qu'ils pourraient nous remettre sur présentation de bons de transport du modèle annexé au décret du 28 novembre 1938, portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi.

Nous leur avons précisé en outre que ces transports seront taxés aux conditions des tarifs commerciaux et que les règlements devront en être effectués dans les deux mois qui suivront la présentation des titres de créance, à défaut de quoi, ainsi qu'il est prévu dans les traités aux conventions intéressant les Administrations publiques, il devra nous être versé des intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France, majorés de 1 %, et courant à partir de l'expiration du délai de deux mois susvisé.

Nous venons d'être informés que des difficultés se sont produites pour l'acceptation de transports effectués sur présentation de bons établis par des Services dépendant de votre Département (Service des Ponts et Chaussées notamment), aucun accord entre votre Ministère et la S.N.C.F. pour le règlement des transports de l'espèce n'ayant été porté à la connaissance de nos gares.

Préjugant cet accord, nous invitons les gares à accepter ces transports, mais je vous serais obligé de bien vouloir nous confirmer, pour la bonne règle, que vous nous en réglerez le montant aux conditions ci-dessus exposées.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: GUINAND